

**21 novembre 2016**

## En marge de la COP22 de Marrakech sous l'ombre de Trump **Faut-il sauver ou rejeter l'Accord de Paris ? Sinon quoi ?**

La levée de boucliers anti-Trump pour sauver l'Accord de Paris est quasi générale tant du côté des transnationales<sup>1</sup>, y compris pétrolières<sup>2</sup>, que des grands États pollueurs<sup>3</sup>, sauf la Russie, qui l'ont ratifié en un temps record<sup>4</sup>. S'y joint l'anticapitaliste Daniel Tanuro, connu pour son expertise eu égard à la question climatique. De dire Daniel Tanuro, « *si Trump passe à l'acte [de renier l'Accord], il s'agira d'un crime climatique majeur.* »<sup>5</sup> Plus nuancé, Maxime Combes d'ATTAC-France souligne qu'« *[a]ppeler à la rescousse le dieu marché et la déesse technique pour sauver la prophétie de l'Accord de Paris nous apparaît même dangereux au regard du renversement d'alliances que permet l'élection de Donald Trump.* »<sup>6</sup>

### **Il ne faut pas se tromper sur Trump**

La victoire de Trump est une des sources du ralliement de la gauche radicale aux grands et puissants de ce monde pour défendre l'Accord de Paris qu'il ne s'agit pas par effet de miroir inversé de pourfendre mais plutôt de critiquer en vue de proposer autre chose. Cette victoire est perçue comme une rupture générant à terme un rejet de la démocratie bourgeoise. Elle est certes une claire et inquiétante inflexion vers la droite mais qui se fait en continuité de la présidence Obama elle-même dernière incarnation de la « New Democracy » fossoyeuse du « New Deal » y compris en ce qui concerne le racisme, la xénophobie et le sexisme<sup>7</sup>. Car c'est depuis l'avènement du capitalisme néolibéral en réaction aux grandes concessions d'après-guerre dues à l'affaiblissement d'alors du capitalisme, discrédité par la Grande crise et le fascisme, qu'est minée la capacité de l'État bourgeois dit démocratique de réguler l'accumulation du capital tout en maintenant son hégémonie<sup>8</sup>.

Pense-t-on que Trump ira à l'encontre des intérêts des transnationales unies, grandes pétrolières comprises, et du capital financier pour satisfaire les compagnies charbonnières étasuniennes, au plus des entreprises nationales sinon régionales<sup>9</sup> en perte de vitesse face à la concurrence du gaz de schiste<sup>10</sup>, pour satisfaire une partie de sa base électorale ? Hitler n'est pas lésé les intérêts des trust allemands vite ralliés à son régime au point de leur sacrifier ses troupes de choc, les SA, le fer de lance de son national-socialisme dans la rue. Trump, s'il le veut, aura le rapport de forces pour « inciter » les transnationales qui le redoutent quelque peu à créer des emplois dans les zones concernées par exemple pour des manufactures d'intrants nécessaires aux infrastructures, d'armements et même de composants pour l'énergie renouvelable et les autos électriques.

---

1 Agence France Presse, [Plus de 360 multinationales demandent à Trump de respecter l'accord sur le climat](#), Le Devoir, 17/11/16

2 ExxonMobil, [Statement on Paris climate agreement entering into force](#), sans date : « *Aujourd'hui marque l'entrée en vigueur de l'Accord climatique de Paris. Cet accord représente un pas en avant important fait par les gouvernements du monde pour faire face aux graves risques du changement climatique.* » (ma traduction)

3 Novethic, [Accord de Paris : 111 Etats ont ratifié représentant 77% des émissions globales de gaz à effet de serre](#), 18/11/16

4 Science et Avenir, [Accord de Paris : 10 mois seulement pour le ratifier !](#), 6/10/16

5 Daniel Tanuro, [Urgences : Empêchons Trump de commettre un crime climatique contre l'humanité et l'environnement !](#), La Gauche — LCR — Belgique par ESSF, 15/11/16

6 Maxime Combes, [Climat : que faire après l'élection de Trump ? - La transition, un projet pour reconstruire la société et le politique](#), Médiapart par ESSF, 14/11/16

7 Marc Bonhomme, [L'élection de Trump et d'un Congrès républicain aux Etats-Unis : la droite isolationniste adossée à la « fureur des masses »](#), ESSF, 13/11/16

8 Ugo Palheta, [Sociétés capitalistes – Vers l'autoritarisme ? Crise de la démocratie libérale et politique d'émancipation](#), Contretemps par ESSF, 2/11/16

9 Mayur Sontakke, [Must-know: Who are the major coal producers in the US?](#), Market Realist, 8/07/14

10 Tim Maverick, [U.S. Coal Producers Facing Unprecedented Times](#), Wall Street Journal, 6/02/15

## L'Accord de Paris entérine un marché biaisé en faveur des énergies fossiles

Malgré que « *cet accord [soit] insuffisant écologiquement et socialement injuste (et la contribution US encore plus)* » comme l'affirme Daniel Tanuro, pour lui « *l'impact d'un retrait US de l'accord de Paris sur le climat serait tout à fait considérable. [...] réduire les émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28% d'ici 2025, par rapport à 2005. [...] ces 2Gt représentent à peu près 20% des réductions d'émissions promises de 2016 à 2030 par les 190 Etats qui ont ratifié l'accord de Paris...* ». Pourtant, il affirmait auparavant que l'entente US-Chine de 2014<sup>11</sup> qui a structuré l'Accord de Paris n'est rien d'autre qu'un vernis apposé à la tendance du marché : « *Autrement dit : d'ici 2025, Obama s'engage simplement à maintenir le rythme actuel de baisse des émissions... par l'exploitation catastrophique du gaz de schiste.* »<sup>12</sup>

Maxime Combes voit d'ailleurs « *les lignes rouges fixées par le Sénat américain [qui n'ont] rien de contraignant[es]* » (au même titre que la Chine « *qui ne [remet pas] en cause le développement économique du pays d'ici à 2030* ») bien qu'il constate « *le rebond des valorisations boursières de Big Coal et Big Oil au lendemain de l'élection de Trump.* » Il voit plutôt le danger d'un reniement de l'Accord en ce « *qu'il faudrait désormais faire confiance en la main invisible du marché, devenue verte...* » Comme désormais la rentabilité des énergies solaire et éolienne paraît assurée<sup>13</sup> tout comme l'efficacité énergétique de plus en plus internalisée par la grande entreprise, l'avantage fossile ne peut être dû qu'à un support hors marché. C'est ce qui a amené le secrétaire général sortant des Nations unies à en appeler « *à "éliminer" les subventions aux énergies fossiles [...qui] ont dépassé 500 milliards de dollars (2010), selon l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie (AIE)* »<sup>14</sup> dont au moins 3.3 milliards \$ pour le Canada<sup>15</sup>.

Selon le FMI, si par « subventions », on comprend la différence entre « *les prix payés par les consommateurs pour leur énergie et son coût "réel" [... c'est-à-dire] les coûts, pour les États, des "dommages" de plus en plus importants engendrés par les problèmes environnementaux et en matière de santé humaine [... et] [l]es bouleversements climatiques, qui ne cessent de s'aggraver [...]* [l]es subventions publiques mondiales consacrées au secteur des énergies fossiles devraient dépasser les 5300 milliards de dollars en 2015 [... ce qui] équivaut à 6,5 % du PIB mondial. »<sup>16</sup> Pour le Canada, selon cette méthodologie, il faudrait compter un 60 milliards \$ « *imputable aux problèmes de congestion (19,3 milliards), à la pollution de l'air (7,8 milliards), mais aussi [aux] impacts des accidents (2,6 milliards) et les dommages aux routes (1,1 milliard) [... sans compter] les impacts de plus en plus concrets des bouleversements climatiques se trouv[a]nt en tête de liste, avec des coûts estimés à 18,6 milliards.* »<sup>17</sup>

Cette méthodologie relève certes du capitalisme vert, car les dégâts écologiques inaugurant l'ère anthropocène demeurent incommensurables, il est quand même de bonne guerre de l'opposer au capitalisme néolibéral pour démontrer l'ineptie du dogme du marché. Soit dit en passant, s'il faut se servir de la dernière élection étasunienne pour jauger le recours aux solutions de marché afin de résoudre la crise climatique, il faudrait porter attention à l'électorat de l'état de Washington qui lors d'un référendum concomitant a rejeté le recours à la taxe carbone « *[l]a mesure éta[nt] impopulaire avec les groupes de justice sociale et les militants environnementaux divisés [...*

11 Le Monde avec AFP, [Chine et Etats-Unis concluent un accord inédit sur le climat](#), Le Monde, 12/11/14. Les engagements des deux pays sont exactement les mêmes qu'il prendront à Paris un an plus tard (Alexandre Pouchard, [COP21 : à quoi les Etats se sont-ils engagés ?](#), Le Monde, 31/11/15)

12 Daniel Tanuro, [Accord 'climat' Chine-USA : trop peu, trop tard, dangereux](#), La Gauche de la LCR-Belgique, 14/11/14

13 The Economist, [Wind and solar advance in the power war against coal](#), 29/10/16. Les grands fabricants automobiles, dont Volkswagen tout dernièrement, investissent dans l'auto électrique, ce qui poussera vers les énergies renouvelables car un réseau électrique alimenté au charbon annule en tout ou en partie l'avantage anti-GES de cet auto.

14 Agence France Presse, [Climat : Ban Ki-moon appelle à "éliminer" les subventions aux énergies fossiles](#), Connaissance des énergies, 15/11/16

15 Alexandre Shields, [Les subventions canadiennes aux énergies fossiles ont atteint 3,3 milliards en 2015](#), Le Devoir, 16/11/16

16 Alexandre Shields, [Les énergies fossiles drainent 5300 milliards en fonds publics par an, estime le FMI](#), Le Devoir, 15/05/15

17 Alexandre Shields, [Énergies fossiles: une facture de 60 milliards pour l'État](#), Le Devoir, 14/10/15

parce que] la mesure irait à l'encontre des travailleurs et des pauvres, une position créant un malaise car est aussi contre cette taxe l'industrie des combustibles fossiles. »<sup>18</sup>

## Un « front populaire » pour soutenir l'Accord de Paris ?

L'utilisation des contradictions au sein de l'ennemi de classe dans un esprit de « marcher séparément et frapper ensemble » justifie-t-elle pour autant un front populaire nouvelle mode soit « [l']alliance entre la société civile, les scientifiques du climat et la petite partie des forces économiques, hérauts du capitalisme vert mais réellement sincères en matière de lutte contre les dérèglements climatiques [...] à la condition de bien écarter ceux qui ne sont là que pour réaliser du greenwashing » ?<sup>19</sup>

Faudrait-il que ce front populaire vole au secours de l'Accord à cause de son premier volet, soit la « déclaration d'intentions en faveur d'un réchauffement limité bien au-dessous de 2°C, voire de 1,5°C » tout en rejetant les « "contributions nationales déterminées" (NDC), autrement dit les "plans climat" des différents pays pour lutter contre le changement climatique »<sup>20</sup> qui ne sont même pas d'application obligatoire ? La norme du 2°C, fort arbitraire d'ailleurs, est établie depuis belle lurette. Par contre, l'Accord de Paris a braqué les projecteurs médiatiques sur celle de 1.5°C jusque là portée par l'aile la plus radicale du mouvement. La Conférence de Paris, malgré toutes ces insuffisances au niveau des moyens, a été contrainte, sous la pression combinée des pays dépendants les plus menacés, des scientifiques et de l'aile radicale du mouvement écologiste, de potentiellement viser une hausse maximale de 1.5°C et non l'arbitraire 2°C.

De un, la crédibilité de cette norme s'est maintenant autonomisée de l'Accord de Paris. De deux, l'Accord, par ses NDC, donne l'impression que la dynamique pour l'atteindre est lancée comme le prétendent les voix sycophantes de Marrakech<sup>21</sup>. En fait cet élan inexistant a été englouti par la dynamique de la collusion des transnationales et des gouvernements complices sous le drapeau de l'ONU. On reporte la nouvelle norme aux Calendes grecques de la captation et séquestration du gaz carbonique sous la houlette du marché infléchi par le marché/taxe carbone soutenant in extremis des gouvernements en crise fiscale à force de cadeaux fiscaux au 1% ou au 10% et aux entreprises<sup>22</sup>. C'était d'ailleurs là le but de la manœuvre même si elle fut au départ contrainte par la gauche écologique qui semble se laisser prendre au piège de sa victoire apparente.

Le problème clef n'est donc pas l'antagonisme entre l'Accord de Paris et le « marché », euphémisme cachant la domination d'une poignée de transnationales dont le capital financier est le cœur. La grande contradiction est celle entre transition et rupture. L'Accord de Paris aménage une transition permettant la domination du capitalisme vert lequel donne au « marché » le temps de se retourner, même aux pétrolières afin de sauver la majeure partie de la valeur de leurs réserves, donc de sacrifier l'objectif du 2°C, et encore plus du 1.5°C, pour un hypothétique rattrapage après au mieux 2030, plus réalistement après 2050. Et au diable le dérapage catastrophique anticipé par les scientifiques du GIEC et d'ailleurs. L'alternative est la rupture que recèle potentiellement la stratégie Alternatiba / Blockadia.

18 Marianne Lavelle, [Washington State Voters Reject Nation's First Carbon Tax](#), InsideClimate News, 9/11/16, ma traduction

19 Maxime Combes, [Climat : que faire après l'élection de Trump ? – La transition, un projet pour reconstruire la société et le politique](#), Médiapart par ESSF, 14/11/16

20 Daniel Tanuro, [Urgences : Empêchons Trump de commettre un crime climatique contre l'humanité et l'environnement !](#), La Gauche — LCR — Belgique par ESSF, 15/11/16

21 Radio-Canada, Émission « Les années lumière », [Climat : incertitude à la COP22](#), 20/11/16

22 Il est cocasse que la taxe carbone, taxe régressive, sert à financer les subventions fiscales aux entreprises d'énergie fossile. Beau transfert de la poche gauche à celle de droite.

## Donner la priorité à Alternatiba

Pour reprendre la terminologie de Maxime Combes elle-même reprise de Naomi Klein, afin de contrer les NDC de l'Accord de Paris, soit l'alternative du capitalisme vert, il s'agit pour le mouvement écologique de mettre l'emphase sur Alternatiba, plus que sur Blockadia. Il faut cependant d'abord lui donner une signification de projet politique allant au-delà des projets de démonstration. Ceux-ci ont toutefois leur rôle à jouer comme créateurs d'espérance en autant qu'ils ne soient pas récupérés par le capital dans de rentables niches spécialisées donnant l'illusion d'une transformation graduelle sans nécessité de lutte politique<sup>23</sup>. Certes, le socle pour construire l'alternative reste la mobilisation pour bloquer l'inacceptable tel le pétrole des sables bitumineux, le gaz issu du fracking, les oléoducs et les « grands projets inutiles »... et le trop oublié soutien fiscal aux énergies fossiles (et nucléaire).

Reste que le commun des mortels, harcelé par la propagande pétrolière du « gros bon sens » et frappé par le retour du relatif bon marché du pétrole, de rétorquer à la militance écologiste : « *À ce prix-là et étant donné la lente évolution de la technologie des transports, on ne peut pas échapper à la dépendance pétrolière. Vaut mieux compter à terme sur la technologie émergente de la séquestration du carbone.* » À ce pessimisme démobilisant, l'écologisme ne peut se contenter de répondre par des arguments misant sur le catastrophisme global du réchauffement climatique ou celui local des pollutions des sites d'exploration et d'extraction et des fuites et déversements accidentels.

## Québec solidaire, rare parti parlementaire doté d'une cible GES « réaliste »

C'est dans cet esprit que le dernier congrès de Québec solidaire se déclara pour une diminution des émanations de GES des deux tiers d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990 tout en réaffirmant le rejet tant du marché que de la taxe carbone. Québec solidaire est certainement un des très rares partis au monde présents dans un parlement, peut-être le seul, à s'être doté d'une cible intermédiaire conforme à l'objectif de l'Accord de Paris. D'où le traumatisme électoraliste de la direction Solidaire et de ses alliés de gauche allant jusqu'à l'omerta sur ces résolutions, ce qui détache d'une coche supplémentaire le parti de la militance du parti de la direction. Au point qu'est en train de s'organiser avec succès jusqu'ici un parti alternatif mené par l'ex porte-parole le plus populaire du Printemps érable et par le fondateur d'Option nationale regroupant les déçus indépendantistes du PQ<sup>24</sup>. Comme ce n'était pas à son ordre du jour, le congrès ne put élaborer davantage sur un plan d'action pour atteindre cette cible de rupture très exigeante mais nécessaire.

Si une réponse systématique est impossible à court terme, une crédible est possible dès maintenant qui évite le piège du capitalisme vert à la québécoise<sup>25</sup>. S'impose une réhabilitation, d'ici 2030, de l'ensemble du stock de bâtiments du Québec en employant les meilleures technologies écologiques. Plus crucialement, car c'est là où le bât blesse, il faudra imposer en 15 ans le transport électrique des livraisons de proximité et être très avancé dans la transition du transport à longue distance par cabotage et par train intermodal. Le transport des personnes devra être assuré majoritairement en 2030 d'abord et avant tout par le transport collectif électrifié, et surtout gratuit, et un complément d'auto-partage électrifié et communautaire plus important dans les villages.

Et, bon dieu, il faut arrêter de flipper à propos du financement. Le Plan vert 2014 prévoyait cinq milliards annuellement, ce qui permet amplement d'amorcer la pompe<sup>26</sup>. Une réforme fiscale en

23 À cet égard, soulignons les grandes qualités mais aussi les limites du film à succès « [Demain](#) ».

24 Voir sur mon site, [Une question à Québec solidaire : Où est l'alternative ?](#), 23/10/16

25 Voir sur mon site, [Électrification à bon marché des transports pour Québec Inc.](#), 28/09/16

26 Institut de la statistique du Québec, [Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, Édition 2015 \(révisée\)](#). En 2014, la formation brute de capital au Québec a été de 75 milliards \$. Ça donne une idée de la somme d'argent que la société peut influencer sous contrainte de se reproduire... à condition de contrôler banques et grandes entreprises directement ou indirectement.

profondeur dont le blocage des paradis fiscaux y suffira. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux supplémentaires<sup>27</sup>. Le cadre financier Solidaire 2014 prévoyait des revenus fiscaux supplémentaires de treize milliards \$ l'an<sup>28</sup>. Rappelons que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les négawatts de la réhabilitation des énergétique des bâtiments et des flottes de camions électrifiés de la même manière que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'utilisateur payeur débourse moins pour rembourser sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

## **Presser le citron capitaliste**

*Last but not least*, Québec solidaire est un parti de gauche qui, si la militance le sort de sa torpeur électoraliste, saura presser le citron capitaliste. Il ne saurait être question de subventionner des entreprises qui abaisseront leurs coûts suite à davantage d'efficacité énergétique à laquelle elles seront tenues. Toutefois, la Banque d'État préconisée par les Solidaires sera prête à financer les PME délaissées par les banques de même que les petits et moyens propriétaires devant rénover leurs logements. Bien sûr, il y aura un soutien fiscal pour les petits propriétaires et locataires en difficulté financière. À terme, l'ensemble des institutions financières et para-financières sera mobilisé pour financer à bon compte le Plan vert. D'où la nécessité de l'indépendance pour détenir les pouvoirs constitutionnels pour ce faire. (L'indépendance aussi pour que le Québec ait les pouvoirs requis afin de ne pas devenir une passoire pétrolière et gazière.)

Ces multiples grands chantiers écologiques seront la voie royale vers le plein emploi que l'on pourra à juste titre qualifier d'écologique. Le limité Plan vert Solidaire 2014 annonçait 160 000 emplois, soit la moitié du chômage québécois actuel. Un Plan vert holistique inclurait un réinvestissement massif anti-austérité dans les services publics car ces emplois sont aussi écologiques en plus d'être féministes parce que les femmes en sont les principales bénéficiaires tant comme travailleuses rémunérées que comme travailleuses (ou esclaves) domestiques. Ces emplois requièrent en effet une masse d'énergie humaine mais très peu d'énergie fossile tout comme ils enrichissent les relations personnelles aux dépens du consumérisme. Même la hausse du salaire minimum à 15\$ est écologique car une travailleuse pauvre est forcée à acheter de la pacotille vite à renouveler, de la nourriture agro-industrielle et souvent une vieille auto énergivore tout comme à louer un logement mal isolé.

Le Plan vert Solidaire n'attendra pas les Calendes grecques pour légiférer en termes de zonage, de code du bâtiment et autres obligations afin d'amorcer le processus d'une ville sans auto solo et sans bungalow, d'une agriculture biologique pénétrant le tissu urbain et d'une campagne liée à la ville par un maximum de circuits courts impliquant obligatoirement les entreprises de distribution alimentaire. Les ménages québécois, une fois bien au fait par l'intermédiaire d'une adéquate campagne d'information, seront heureux de cet immense soulagement budgétaire consistant à se débarrasser de leurs automobiles en faveur d'un transport public gratuit du XXI<sup>e</sup> siècle, de renoncer à la maison unifamiliale et même en rangée en faveur d'un logement collectif de qualité adossé à des services de proximité, à un réseau bicyclette-piéton et au transport public, y compris l'autopartage, et avec accès à l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits.

## **À un problème global, une solution globale**

Il y a quarante ans, dans l'euphorie de la conquête de la majorité parlementaire par le Parti québécois, le nouveau Premier ministre de s'exclamer « *On n'est pas un petit peuple, on est peut-être quelque chose comme un grand peuple!* ». Par ses femmes, le peuple y a été pour quelque chose pour initier le mouvement « La Marche des femmes » de 1995 à 2000. Par sa jeunesse étudiante, il a marqué la saison des Printemps en 2012. Il pourrait apporter une pierre d'assise à

27 Coalition Mains rouges, [Dix milliards de solutions](#), février 2015

28 Québec solidaire, [Cadre financier 2014](#)

la construction mondiale d'Alternatiba tout en continuant de participer à Blockadia. Chose certaine, la construction programmatique et organisationnelle d'une Alternatiba mondiale stimulerait le parti de la militance au sein de Québec solidaire.

La première mondialisation du début de l'ère impérialiste s'est échouée sur les récifs de la barbarie des grandes guerres et de la grande crise. Il a fallu une bonne génération au nouvel impérialisme des transnationales pour se libérer des entraves de la souveraineté nationale sous forte pression de prolétariats voulant l'égalité et de peuples cherchant la liberté. Sous la gouvernance du capital financier brisant le contrôle étatique, la mondialisation a franchi de nouvelles limites créant un prolétariat proprement mondial dont l'exploitation est structurée par une poignée de super transnationales mondialisées organisées en réseaux de sous-traitance. Si leur économie de consumérisme et de guerre permanente a été cruciale comme outils clefs pour vaincre prolétariat et peuples, ce fut au prix d'un déséquilibre catastrophique de l'écosystème terrestre mettant fin à l'holocène.

Plus catastrophique encore, politiquement parlant, fut et reste l'incapacité prolétaire à riposter au même niveau. Après que l'hégémonie conjointe stalinienne et sociale-démocrate sur le prolétariat ait fait rater la construction de la Quatrième Internationale à l'échelle requise à l'aube du « troisième âge du capitalisme », son fer de lance anticapitaliste est en train de rater la formation d'une Cinquième Internationale après le faux départ de l'altermondialisme au début du nouveau millénaire. Pendant ce temps, face à ce vide qui fit cruellement défaut lors de la saison des Printemps, se renforce et s'accélère la montée de la droite identitaire qui commence à être en mesure de déborder les démocraties bourgeoises.

L'heure n'est-elle pas venue, sans plus tarder et comme l'a fait la Première Internationale, d'initier cette nouvelle Internationale avec les forces anticapitalistes disponibles à bien distinguer des antilibéraux à la Mélançon, à la Tsipras et à la Iglesias, et aussi des anti-américains à la Chavez tout comme des néo-staliniens à la Castro. Il était sans doute trop tôt au sortir de la Deuxième guerre mondiale de faire de l'Internationale un parti mondial qui soit le centre névralgique de la direction politique de la gauche anticapitaliste. Aujourd'hui la technologie le facilite, la globalisation le rend nécessaire et l'impératif politique de la crise civilisationnelle indispensable. Cette fois-ci, toutefois, l'objectif serait de proposer la stratégie et le programme d'un gouvernement mondial car la civilisation humaine est rendue là sauf à périr.

Marc Bonhomme, 21 novembre 2016,

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)